



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Égalité – Fraternité

VILLE DE TAVERNY

## DÉCISION DU MAIRE N° 2024 - 133

### CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC D'UN JARDIN N°D02 DANS LE CADRE DES POTAGERS URBAINS

LE MAIRE DE TAVERNY,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-22 et L. 2122-23,

**Vu** la délibération n° 705DST04 du conseil municipal en date du 30 avril 1997 relative à la convention avec l'État relative à l'aménagement de la couverture de l'autoroute A115,

**Vu** la délibération n° 71-2021-SVA04 du conseil municipal en date du 20 mai 2021 relative aux jardins partagés de Taverny,

**Vu** la délibération n° 091-2023-SVA23 du conseil municipal en date du 25 mai 2023 relative à la modification du règlement intérieur des potagers urbains,

**Vu** la convention relative à l'aménagement de la couverture de l'autoroute A115, signée le 3 septembre 1997,

**Vu** le règlement intérieur des potagers urbains,

**Considérant** que par convention, l'État a transféré à la commune de Taverny, la gestion et l'occupation du domaine public des zones hors dalle Est et Ouest, dans le cadre de l'aménagement de la couverture de l'autoroute A115 ;

**Considérant** que la commune de Taverny a, sur ces emplacements dont elle a la gestion, aménagé des jardins partagés dénommés « Potagers urbains » et des bacs hors-sol, qu'elle souhaite rendre accessibles au plus grand nombre de Tavernaciens ;

**Considérant** à ce titre, que la commune de Taverny, en sa qualité de gestionnaire des dits jardins partagés et bacs hors-sol, souhaite les mettre à disposition des Tavernaciens moyennant une redevance d'occupation du domaine public proportionnelle à la superficie du terrain occupé, et ce conformément à l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;

**Considérant** que, dans ce cadre, il y a intérêt de formaliser les engagements et les responsabilités réciproques des parties dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public d'un bac hors-sol mis à disposition au sein des potagers urbains ;

*Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur*

095-219506078- 20240223 - D112024 - 133 - CC

Réception en sous-préfecture le : 28 FEV. 2024

Publication le : 28 FEV. 2024

**Considérant** qu'en conséquence, il y a nécessité de signer une convention d'occupation du domaine public avec le Tabernacien occupant ;

## DÉCIDE

### Article 1<sup>er</sup> :

La convention d'occupation du domaine public pour un jardin, et ses éventuels avenants sont signés avec [REDACTED]

### Article 2 :

La convention d'occupation du domaine public est accordée pour une durée de 24 mois à compter du 01/02/2024.

Le terrain (jardin référencé D02) concerné est situé à Taverny sur la parcelle cadastrée BN 23, indiqué sur le plan de situation annexé à la convention.

Le montant de la redevance est fixé à 70 € (SOIXANTE-DIX EUROS) par semestre.

Le montant des charges au titre de la consommation d'eau est déterminée en fonction de la consommation individuelle relevée sur le compteur du jardin mis à disposition.

### Article 3 :

Les recettes occasionnées seront inscrites au budget communal des exercices 2024 et suivants.

### Article 4 :

La présente décision sera publiée de manière dématérialisée sur le site internet de la commune et inscrite au registre des délibérations et des décisions du Maire dont ampliations sera transmise à la Sous-préfecture de Pontoise et au comptable public assignataire de la commune.

### Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame le Maire de Taverny dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de manière dématérialisée, sur le site internet de la commune, disponible à l'adresse suivante : <https://www.ville-taverny.fr>.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, sis 2-4 Boulevard de l'Hautil à Cergy-Pontoise (95027), dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la décision de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le Tribunal Administratif peut également être saisi directement par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Fait à Taverny, le 23 février 2024



Le Maire,

Florence PORTELLI